

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 9 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mademoiselle DESSERTS

Zone artisanale du Pilaga
B. P. 35
22250 BROONS

Code AIOT : 0005503596

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement Mademoiselle DESSERTS implanté Zone artisanale du Pilaga BP 35 22250 BROONS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a procédé à une campagne d'une vingtaine de visites d'inspections inopinées dans le département. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mademoiselle DESSERTS
- Zone artisanale du Pilaga BP 35 22250 BROONS
- Code AIOT : 0005503596
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Société spécialisée dans l'activité de préparation de pâtisseries surgelées.

Le thème de la visite a été consacré à l'incendie :

- la connaissance des produits dangereux stockés sur site
- les accès aux véhicules de secours
- les moyens d'extinction et leur maintenance
- les moyens de prévention des pollutions accidentelles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention de la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 171	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des produits dangereux stockés	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	/	Sans objet
3	Moyens d'extinction – besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3	/	Sans objet
4	Moyens d'extinction – maintenance	Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3	/	Sans objet
5	Moyens d'extinction – autres moyens	Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3	/	Sans objet
6	Accès	Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection inopinée a montré un suivi satisfaisant des produits stockés et des besoins en eau suffisants, mais des améliorations doivent être envisagées concernant la gestion des eaux d'extinction incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des produits dangereux stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter un outil de suivi tenu à jour et permettant de retrouver les fiches de données de sécurité des différents produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention de la pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 171
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc. pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement public. Ainsi, le bassin de collecte des eaux pluviales devra être équipé d'une vanne (ou dispositif) à fermeture rapide, permettant de retenir les eaux en cas d'accident d'incendie.
Constats : En cas d'incendie du bâtiment MD1, les eaux d'extinction incendie collectées à l'intérieur des locaux peuvent être orientées vers l'ancienne station de traitement constitué d'un bassin recouvert d'une géomembrane étanche. Ce bassin présente un volume très important et ne présente pas d'évacuation, empêchant un déversement dans le milieu naturel, le réseau pluvial ou le réseau d'assainissement. L'exploitant a pu présenter la procédure détaillant les manœuvres de vannes devant être réalisées pour orienter ces eaux d'extinction vers ce bassin. Par contre, les eaux d'extinction pouvant être collectées sur les voiries autour du bâtiment MD1 seraient collectées dans un bassin de collecte des eaux pluviales non étanche. Ce bassin est équipé d'une vanne. Nous avons demandé à ce que cette vanne soit manipulée lors de l'inspection mais l'escalier y accédant étant encombré par la végétation, nous avons demandé de ne pas prendre le risque de descendre cet escalier. Ce bassin n'est pas étanche et très largement encombré par la végétation et des arbustes. L'inspection du 8 juillet 2021 avait déjà relevé une difficulté d'accès à cette vanne de fermeture. En cas d'incendie du bâtiment MD2, les eaux d'extinctions incendie seraient collectées par le réseau pluvial avant d'arriver dans un bassin communal non étanche. L'inspection du 8 juillet 2021 avait relevé la nécessité de pouvoir confiner ces eaux d'extinction. L'inspection du 12 avril 2022 avait à nouveau soulevé l'absence de moyen d'obturation de ce bassin communal. Depuis une vanne de fermeture a été posée récemment en aval de ce bassin communal. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de former et exercer régulièrement les équipes à la réalisation des manœuvres en urgence afin que cette organisation puisse être robuste en cas d'incendie. Ainsi, une grande partie des eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont dirigées vers des bassins d'orage non étanches, qui ne peuvent assurer un confinement total et éviter une pollution des sols. Une réflexion devra être engagée pour améliorer le confinement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens d'extinction – besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront être réalisés de façon à fournir simultanément et en permanence un débit d'eau de 300 m ³ /heure dont 120 m ³ /h au moins, fournis par des poteaux ou des bouches d'incendie, le complément pouvant être fourni par une réserve équivalente. Ce ou ces points d'eau doivent être accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie en utilisant un chemin praticable, pourront être répartis à une distance inférieure à 400 m de l'établissement mais leurs implantations devront permettre de disposer d'un point d'eau à moins de 100 m de l'entrée des bâtiments. En outre, l'établissement disposera, en particulier : - de plusieurs poteaux d'incendie de diamètre 100 conformes à la norme NFS 61213 capables de fournir en permanence les débits indiqués ci-dessus sous une pression dynamique de 1 bar, répartis sur le site et autour du site de la manière indiquée ci-dessus :
Constats : Les poteaux incendies n°2 23, 24, 25 sont situés à proximité. La collectivité a mesuré des débits respectifs de 60, 80 et 80 m ³ /h sur ces poteaux. Le poteau 40 ou 41 est également à proximité, présentant un débit respectif de 75 ou 80 m ³ /h. Le débit total disponible fourni par des poteaux est donc de 295 à 300 m ³ /h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens d'extinction – autres moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - un réseau intérieur de robinets d'incendie armés susceptibles de couvrir la totalité des locaux présentant le plus de risque incendie. - d'extincteurs en nombre suffisant, disposés dans les différents ateliers et dépôts. En outre : - les extincteurs seront d'un type homologué NF MIH - [...] Des réserves de matériaux absorbants (sable à l'état meuble avec pelles de projection ou autre produit équivalent) devront être créées pour épancher les produits accidentellement déversés.
Constats : L'exploitant indique ne pas disposer de RIA à l'intérieur des locaux, entièrement protégés par des extincteurs. Il est rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de faire valider avec le SDIS que les moyens d'intervention sont appropriés aux risques encourus.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens d'extinction – maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.
Constats : Un extincteur au niveau de l'accueil a été contrôlé, et la périodicité de contrôle était respectée. Il est rappelé la responsabilité de l'exploitant à respecter cette obligation.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 18.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. L'ensemble du personnel participera à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans. - des dispositions seront prises pour permettre une intervention aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les éléments d'information sont matérialisés sur les sols et bâtiments de manière visibles. - les voies d'accès à l'usine sont maintenues constamment dégagées.
Constats : Les exercices sont prévus annuellement. Le dernier exercice a eu lieu en 2019, les exercices n'ayant pu être réalisés en 2020 et 2021 compte tenu de l'épidémie de covid. L'exploitant indique qu'un exercice de manipulation des extincteurs est prévu fin 2022. Un exercice d'évacuation a eu lieu la semaine précédent l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité de respecter la périodicité des exercices sur feu réel. Les voies d'accès étaient correctement dégagées.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet